23me Année N 1496 — BUREAUX : RUE NEUVE, 17 — UN UMÉRO 15 CENTIMES — BUREAUX: RUE NEUVE, 17 — Dimanche 11 Mai 1879

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS:
Roubaix-Tourcoing: Trois mois. . 13.50
» » Six mois. . . 26.»»
» » Un an . . . 50.»»

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. . . . . 15 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LÉGALES et JUDICIAIRES

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

INSERTIONS:
Annonces: la ligne. . . 20 c.
Réclames: » . . . 30 c.
Faits divers: » . . . 50 c.
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçues à Roubaix, au bureau du journal, à Lille, chez M. Quarré, libraire, Grande-Place; à Paris, chez MM. Havas, Lafitte et Cie, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires, (place de la Bourse); à Bruxelles, à l'Office de Publicité.

ROUBAIX 10 MAI 1879

BOURSE DE PARIS DU 10 MAI

Cours à terme de 1 h. 20, communiqués par MM. A. MAIRE et H. BLUM, 60, rue Richelieu, Paris.

VALEURS	Cours du jour	Cours précéd.
3 0/0 amortissable. . .	81 55 .[.	81 575 [.
Rente 3 0/0.	79 35 .[.	79 375 [.
Rente 5 0/0.	113 70 .[.	113 60 .[.
Italien 5 0/0.	79 00	78 725 [.
Turc 5 0/0	11 40	11 25
Act. Nord d'Espagne .	285 00	283 75
Act. Gaz.	1265 00	1262 50
Act. B. de Paris P.-B.	752 50	752 50
Act. Mob. Français. .	000 00	482 50
Act. Lombards . . .	168 75	165 00
Act. Autrichiens. . .	578 75	575 00
Act. Mob. Espagnol. .	867 50	861 25
Act. Suez	738 75	737 50
Act. Banque Ottom. .	506 25	503 75
Oblig. Egypt. uni. . .	203 75	202 50
Act. Fon. France. . .	761 25	763 75
Florin d'Autriche . .	67 5/8	67 70
Act. Saragosse. . . .	368 75	367 50
Emp. Russe 1877. . .	88 1/4	88 10
Délégations Suez. . .	640 00	640 00
Florin Hongrois . . .	81 1/16	81 10
Espagne extérieur . .	» »	15 0/00
Consolidés	» »	97 0/0

Ces cours sont affichés chaque jour, vers 2 h. 1[2, chez MM. A. Maire et H. Blum, 176, rue du Collége, à Roubaix.

BOURSE DE PARIS (Service gouvernemental)	10 MAI	9 MAI
3 0/0	79 40 /.	79 30 ./.
3 0/0 amortissable . .	81 60 /	81 45 ./.
4 1/2 0/0	110 50	110 70
Emprunts 5 0/0. . .	113 60 ./.	113 45 ./.

Service particulier	10 MAI	9 MAI
Act. Banque de France.	3025 00	3025 00
» Société générale. .	491 00	492 00
» Créd. f. de France.	761 00	763 00
» Chemin autrichien.	581 00	575 00
» Lyon.	1137 00	1140 00
» Est	710 00	707 00
» Ouest	760 00	766 00
» Nord.	1500 00	1497 00
» Midi	870 00	873 00
» Suez	737 00	737 00
% Péravien	00 00	00 00
Act. Banq. ottom. (anc.)	000 00	000 00
» Banq. ottom. (nou.)	508 00	504 00
Londres court. . .	25 17 00	25 12 00
Créd. Mob. (act. nouv.)	481 00	482 00
Turc	11 45	11 40

DÉPÊCHES COMMERCIALES

New-York, 10 mai.

Change sur Londres, 4,86 75; change sur Paris, 5,14 50; 100.
Cafés good fair, (la livre) 13 1/8, 13 1/4.
Cafés good Cargoes, (la livre) 13 5/8, 13 7/8.
Calme.

Dépêches de MM. Schlagdenhauffen et Cie, représentés à Roubaix par M. Bulteau-Grymonprez :

Hâvre, 10 mai.

Ventes 4,800 b. Bonne demande, marché ferme.

Liverpool, 10 mai.

Ventes 7,000 b. Marché ferme.

New-York, 10 mai.

New-York, 12 1/2.
Recettes 23,000 b.
New-Orléans low middling 88 »/».
Savannah » » 83 »/».

Manchester, 10 mai.

Marché fort.

BULLETIN DU JOUR

Les paroles suivantes, qu'on affirme avoir été prononcées par M. Gambetta, rendraient compte du dessein qui a dicté à M. Jules Ferry ses trop fameuses lois : « Nous savons bien que la France n'est pas républicaine; mais elle est anticléricale: avec cela nous l'occuperons. » Ainsi se trouve confirmée notre appréciation des véritables motifs de la campagne dont M. Jules Ferry est le meneur principal. Cette théorie des dérivatifs appliqués au gouvernement a le défaut d'être éventée, et il suffit, pour en être convaincu, de voir avec quelle ironie, souvent spirituelle, les journaux radicaux signalent les efforts de l'opportunisme pour donner le change à l'opinion publique. Chaque fois que naît un embarras, nous l'avons déjà fait remarquer, l'un des ministres se sacrifie, ou pour mieux dire, sacrifie le clergé ou les fonctionnaires. Ce sont là les deux modes les plus usités de calmer l'intransigeance. Quant aux épurations de personnel, elles deviennent si fréquentes que, si cela continue, les entreprises de déménagements seront la seule branche de commerce véritablement prospère sous le régime actuel.

On raconte, à ce propos, que M. Thiers, impatienté des résistances qu'il rencontrait de la part de l'Assemblée nationale, s'écria : « *Que voulez-vous « que je fasse ? Cette majorité n'a pas « besoin de places. Elle ne me demande « jamais rien.* » Voilà certes un reproche qu'on ne sera pas tenté de faire à la majorité républicaine de nos Chambres actuelles. Sa vocation la plus caractérisée consiste à dénoncer, menacer et solliciter. Que de députés, dont les noms viennent aux lèvres et qui absolument médiocres en toutes choses, n'ont d'autre occupation que d'assiéger les bureaux de préfecture ou d'importuner les ministres pour obtenir des places en faveur de leurs agents électoraux ! Ce qui n'empêche pas certains journaux de proclamer le désintéressement du parti et de gémir sur ce qui reste à faire pour *assainir* les fonctions publiques. Il faut admirer en cela les ressources que possède la langue française pour affubler de mots pompeux l'envie, l'égoïsme brutal et la mendicité.

Un autre sujet de surprise pour l'observateur, est la désinvolture avec laquelle notre politique d'Etat (nous parlons de celle qui fait mouvoir nos ministres et dirige nos destinées) change ses batteries. Il y a peu de temps, à l'occasion de Blanqui, la *République française* poursuivait de ses sarcasmes le ministère, aujourd'hui, par une brusque volte-face, le journal de M. Gambetta se plaint de l'opposition qu'on lui fait : « On n'a pas le droit, » dit-il, de rien attendre d'un gouver- » nement que l'on ne sait pas soutenir. » Il est clair que cette admonestation s'adresse à la *France* et que les mises en demeure incessantes de M. de Girardin, d'avoir à prendre le pouvoir, irritent M. Gambetta, qui lui fait sentir son mécontentement en termes explicites :

« Nous avons parmi nous et dans nos rangs, dit la *République française*, des gens remplis de bonnes intentions qui croient de la meilleure foi du monde qu'il n'y a rien de mieux à faire qu'à relancer le gouvernement, qu'à le harceler de conseils pressants, qu'à le poursuivre de réclamations qui ne sont pas toujours justes, qu'à le pousser plus vite qu'il ne veut ou qu'il ne peut aller, qu'à le traiter rudement sans jamais lui dire un mot d'encouragement et de confiance, sans jamais laisser voir qu'on a pour lui de la sympathie et que cette sympathie même, on n'attend que l'occasion de la lui témoigner en s'associant a ses actes et en combattant ses ennemis. Ces esprits impatients et passionnés ne peuvent se résigner à l'idée que leur parti doit cesser de faire de l'opposition, une opposition brillante, agréable et facile, dès qu'il arrive au pouvoir et qu'il a le pays à conduire. »

L'organe officiel de l'opportunisme, après une théorie pleine de subtilités sur les défiances qui accueillent les gouvernans, persifle les poltrons qui ont peur d'être impopulaires et les égoïstes qui disent : « Tirez-vous de là comme vous pourrez. » Il termine par cette phrase qui contient à la fois un avis, une menace et une inquiétude :

« Avec de telles idées, on ne soutient pas un gouvernement; on ne lui donne ni consistance ni crédit, on l'use et on le perd, et rapidement, car la plus dangereuse des oppositions est celle qui est faite à un gouvernement par ses amis. »

Le prince Louis-Napoléon

On nous écrit de Paris, le 9 mai :

«Le bruit de la mort du prince Louis-Napoléon Bonaparte a couru aujourd'hui à Paris, mais cette rumeur est formellement démentie par les notabilités du parti bonapartiste les mieux informées. Il paraît que le jeune prince, d'abord très éprouvé pendant la dernière partie de son voyage sur mer, a subi, presque en arrivant, l'influence, toujours pernicieuse pour les nouveaux arrivants du climat fiévreux de la colonie du Cap; mais son état n'inspire pas d'inquiétude sérieuse. »

L'incapacité des républicains se constate dans toutes les questions. Pendant que M. Jules Ferry, docile exécuteur des ineptes combinaisons de M. Gambetta, jette le trouble dans les esprits et l'agitation dans le pays par la guerre qu'il poursuit contre les catholiques, les gouvernements de l'Europe se préoccupent, avant tout, de régler les questions d'intérêt.

Les mois se succèdent chez nous sans que l'agriculture et l'industrie puissent parvenir à connaître quelles seront les décisions de nos gouvernants en ce qui regarde le régime commercial; on procède à d'interminables enquêtes. on réunit des commissions dont les travaux n'aboutissent pas. Les intérêts souffrent précisément parce que les intéressés sont dans l'impossibilité de savoir ce qu'ils ont à craindre ou à espérer pour l'avenir. A l'étranger, on suit une marche toute contraire; on redoute de laisser les intérêts dans l'incertitude; les questions sont abordées franchement et résolues avec décision. C'est ainsi que les choses se passent à l'instant même au Reichstag de l'empire allemand :

« Cet tarif protectionniste allemand annon- » cé à si grand bruit, dit tristement la *Ré- » publique française*, a été étudié et rédigé » en moins de temps que les rapports de » notre commission d'enquête. On le dis- » cute actuellement au Reichstag, et il ne » tardera guère à être converti en loi. »

La feuille opportuniste dit encore :

« Quoi qu'il en soit, le nouveau tarif alle- » mand *est l'œuvre d'une pensée fiscale et po- » litique* plutôt que d'une pensée économi- » que, et il n'y aurait pas d'appréciation » plus erronée que celle qui veut y voir » l'œuvre d'un doctrinaire protectionniste. »

Oui, certes, le nouveau tarif allemand est l'œuvre d'une pensée qui est à la fois économique et politique. Les doctrinaires du radicalisme et du libre-échange seuls peuvent être assez simples pour prétendre tirer avantage de cette remarque. Eux seuls, en effet, font passer les questions d'école avant les questions d'intérêt et de sécurité nationale.

C'est ainsi que M. Gambetta nous a fait perdre l'Alsace et la Lorraine pour n'avoir voulu déroger, sur aucun point, aux principes et aux traditions du parti républicain. Ce qu'il a fait pendant la guerre, il s'efforce de le recommencer aujourd'hui sur un autre terrain et de nous entraîner, au point de vue «fiscal et politique,» à des désastres qui seront le pendant de ceux dont son ineptie a été pour nous la cause sur les champs de bataille au temps de la dictature.

La *République française* est obligée de reconnaître que la politique économique de M. de Bismarck atteindra directement la France :

« Enfin la protection s'élève à peu près » jusqu'à la prohibition lorsqu'il s'agit des » articles de luxe, tels que soieries, den- » telles, vêtements confectionnés, ganterie, » parfumerie, qui sont, pour la plupart, des » articles français. Ainsi qu'il était facile de » le prévoir, ce sont nos industries d'expor- » tation qui paieront surtout les frais du » mouvement protectionniste provoqué en » Europe par nos filateurs. Mais, est-ce bien » une protection que l'Allemagne a voulu » obtenir au profit de notre industrie par » l'établissement de droits élevés sur ces » articles ? Nous croyons plutôt que c'est » *une sorte de taxe somptuaire mise sur les » consommateurs de produits français. On a » voulu accentuer par là l'appel fait aux pas- » sions, que l'on décore en Allemagne, comme » en bien d'autres pays, du nom de patrio- » tisme.* »

M. Cucheval-Clarigny faisait remarquer avec beaucoup de raison, il y a deux jours, que l'Angleterre, dans la propagande ardente qu'elle fait à l'étranger en faveur du libre-échange, n'est mue que par la considération des intérêts anglais, que le renouvellement d'un traité de commerce avec la France est indispensable pour l'industrie anglaise, que le gouvernement britannique achèterait ce renouvellement au prix même d'une alliance politique, qui ne l'engagerait pas, il est vrai, d'une manière sérieuse.

C'est donc avec raison que les royalistes, que les conservateurs français réclament la liberté des tarifs et des mesures de protection pour notre agriculture et notre industrie. Notre régime économique est lié, en effet, et d'une manière intime, à la situation politique.

Les républicains, sous ce rapport, se montrent, une fois de plus, plutôt des étrangers que des Français. L'empire sacrifiait l'agriculture et l'industrie nationales à la chimère d'une alliance intime avec l'Angleterre. Les républicains s'imaginent aussi trouver des alliances en livrant à leur tour nos intérêts.

Leur attitude présente nous révèle leurs dispositions; nous les prenons en flagrant délit. Ce ne sont pas là de vains mots. C'est avec l'appui de l'étranger que se poursuit en France la campagne libre-échangiste.

Le *Globe* publiait, avant-hier, la dépêche suivante :

« Manchester, 6 mai, 5 h., soir.

» Un groupe considérable de fabricants » et industriels anglais vient de décider de » prêter le concours le plus actif au mouve- » ment libre-échangiste français.

» De grands meetings vont être organisés » dans toute l'Angleterre.

» *Des sommes considérables sont déjà sous- » crites !* »

Ce concours pécuniaire date déjà de plusieurs années. Nous avons sous les yeux, en ce moment, un Annuaire anglais portant pour titre : *Cobden Club; List of Members and Report* pour l'année 1878.

Parmi les membres français de cette association établie pour « *défendre les intérêts de l'industrie anglaise*, » nous trouvons :

MM. Emile Ollivier.
Prince Napoléon.
Rouher.
Challemel-Lacour.
Duc Decazes.
Leon Say.
Ménier.
LÉON GAMBETTA.
Wilson.
Germain.
Cochery.

Au chapitre intitulé : *Expenditure from 1st january te 31st december 1877*, sous la rubrique: *Liste des livres publiés et achetés pour la propagande, depuis 1866* (*List of Books published and purchased for distribution from 1866*).

Le libre-échange et les traités de commerce européens, par Michel Chevalier, 18,000 EXEMPLAIRES.

Basliat, Essai sur l'économie politique ; édition populaire ; 3,000 EXEMPLAIRES.

La politique douanière de la France et les traités de commerce, par M. Paul Leroy-Beaulieu — le même qui défend avec tant d'âpreté les utopies libre-échangistes — extrait de l'*Économiste français*, DIX MILLE EXEMPLAIRES.

Jamais il n'a été mieux démontré qu'aujourd'hui, en présence de ce qui se passe en Europe, que la protection industrielle et agricole est dans le courant de la politique nationale. Les internationalistes du libre-échange, qui se préoccupent avant tout des intérêts de l'étranger, qui, à l'exemple de l'Empire, sont toujours disposés à sacrifier leur pays à une IDÉE, sont aujourd'hui jugés.

Les républicains, pour justifier la guerre qu'ils déclarent aux catholiques, les dénoncent comme des étrangers.

On voit maintenant qui sont les étrangers.

Les vrais Français, ce sont les catholiques, les protectionnistes, tous ceux, en un mot, qui se préoccupent avant tout, par dessus tout, des traditions, des intérêts et de l'avenir de la France.

J. BOURGEOIS.

Comment les Protestants et les libéraux Anglais apprécient les projet de M. Ferry

M. Le Play, le savant économiste, adresse au directeur du *Moniteur universel*, la lettre et les intéressants documents que voici :

A Monsieur Paul Dallez, directeur du MONITEUR.

Paris, 8 mai 1879.

Monsieur,

Rendu depuis 1870 à la vie privée, je travaille dans le silence au relèvement de notre pays en y faisant connaître l'opinion de mes amis de l'étranger au sujet de nos affaires intérieures.

Un savant éminent, membre de la Société royale de Londres, connaissant mon aversion pour toute attaque dirigée contre les gouvernants, m'adresse deux documents. Le premier est un court précis des idées et des institutions de l'Angleterre sur la liberté d'éducation; le second, une liste d'une trentaine de noms attestant l'exactitude de cette déclaration.

Ces noms appartiennent, pour la plupart, aux sommités du parti libéral ou de la Société royale, aux illustrations des Universités de Cambridge ou d'Oxford, aux hommes qui étudient et guérissent l'homme physique, ou même qui cultivent la libre pensée.

Je crois que la connaissance de ces documents pourrait contribuer à éviter à notre malheureux pays une triste célébrité, et je viens vous proposer de les admettre dans le *Moniteur universel*. Comme ceux que je reçois, en ce moment, de l'Europe entière, ils constatent qu'à toute époque et chez toute race prospère, la règle suprême est de laisser l'éducation sous la direction des pères de famille.

Nous ne saurions exprimer trop de gratitude aux hommes d'Etat et aux savants illustres qui donnent à la France une telle preuve de sympathie.

Veuillez agréer, monsieur, l'assurance de mes sentiments de haute estime.

F. LE PLAY.

Londres, 5 mai 1879.

Mon cher monsieur Le Play,

Vous m'avez demandé une simple déclaration de faits, en ce qui concerne nos coutumes et nos idées sur la liberté d'éducation. Vous avez désiré que cette déclaration fût signée par quelques-uns de mes compatriotes appartenant à diverses catégories sociales, politiques et religieuses.

J'ai le plaisir de vous envoyer les sept propositions ci-après signées de noms qui seront, je crois, tout ce que vous pourrez désirer.

Il serait facile d'en augmenter indéfiniment le nombre.

Croyez-moi, cher monsieur Le Play, votre affectionné.

SAINT-GEORGE MIVART,
Docteur en philosophie, membre de la Société royale, professeur à l'hôpital de Ste-Marie, à Londres.

P. S. — *Le Rt Hble M. Gladstone veut bien m'envoyer l'adhésion suivante :*

« J'ACCEPTE AVEC CORDIALITÉ LES PROPOSITIONS DE VOTRE DÉCLARATION ET JE SUIS TOUT À FAIT CONTENT D'ÊTRE CITÉ A CET EFFET. »

Lord Rosebery m'adresse la même adhésion que M. Gladstone.

Il est à peine nécessaire de dire que les signataires sont loin d'avoir la présomption de vouloir se mêler aux affaires intérieures d'une nation amie. Mais ils ne peuvent pas refuser leur témoignage à ce qu'ils croient être vrai et bon.

Etat des idées et des institutions sur la liberté d'enseignement en Angleterre.

I. — Tous les habitants de l'Angleterre, nationaux ou étrangers, sont libres d'ouvrir une école à leurs frais, d'enseigner ou de s'associer pour l'enseignement, à leur gré, pourvu qu'ils ne commettent aucune offense contre la morale publique, au sens ordinaire de ce terme.

II. — L'adoption d'une loi qui priverait des individus ou des catégories d'individus de leur liberté à cet égard, serait regardée comme un acte absolument tyrannique. Aucune mesure de ce genre n'aurait chance d'être votée par le Parlement.

III. — Chaque père de famille a le droit de faire instruire ses enfants dans l'école de son choix, de subventionner et d'employer une école de son propre culte, (*strictly denominational school*), dont les maîtres sont librement choisis.

IV. — L'abolition de cette liberté serait considérée comme une oppression intolérable. Le Gouvernement respecte scrupuleusement la liberté des écoles ainsi fondées. Il s'interdit toute immixtion dans leurs affaires. Il accorde, en Angleterre, à celles qui se soumettent à l'inspection publique, de larges subsides, tout en leur laissant la plus complète liberté religieuse. Ainsi toutes les communions religieuses, même les plus petites, qui ont en propre des écoles inspectées par le gouvernement, sont libres de nommer ou de révoquer les maîtres et de choisir les livres qui seront employés pour l'instruction religieuse. En outre, chacune est libre aussi de former son personnel de maîtres et de maîtresses dans ses propres écoles normales, auxquelles la subvention de l'Etat est accordée, en proportion des résultats obtenus, et parfois jusqu'à concurrence de la moitié de la dépense totale.

V. — Il règne en Angleterre diverses opinions sur l'organisation des universités et la collation des grades. Cependant il est un point sur lequel il ne s'élève aucun doute : si de grandes dépenses avaient été faites sous l'autorité d'une loi récente, et qu'au bout de deux ou trois ans seulement, cette loi fût abrogée de manière à détruire en fait les capitaux employés, les opinions les plus différentes s'accorderaient pour condamner un tel acte et pour lui opposer une protestation énergique.

VI. — L'attachement au *self-government* est tel en Angleterre qu'il serait impossible d'y introduire le système de Napoléon Ier, qui confiait à un corps gouvernemental et central la direction de l'enseignement dans le pays tout entier. Le retour à un pareil système, après qu'il a été abandonné, serait considéré comme un pas rétrograde, en quelque pays qu'il se produise.

VII. — Selon l'opinion générale, l'émulation est un stimulant salutaire pour le développement de l'activité sociale; et ce stimulant n'est pas moins efficace dans l'enseignement que dans toute autre branche. A ce même point

---

Feuilleton du *Journal de Roubaix* du 11 mai 1879.

— 3 —

LES AMOURS D'UN NIHILISTE

Et, déployant un fragment de papier qu'il avait jusque-là broyé dans sa main crispée il lut :

« Excellence. Le gouvernement conti- » nuant la guerre sans merci qu'il nous a » déclarée, le Comité a décidé qu'un nouvel » exemple était nécessaire pour prouver sa » force. D'innocentes victimes sont la proie » des sicaires de votre pseudo-autorité. La » peine du talion va encore une fois être » appliquée sans pitié ni miséricorde.

» Votre tour est venu, Excellence. Seule- » ment, le Comité, sachant pertinemment » que la mort ne vous effraie pas, a résolu » de vous frapper dans ce que vous avez de » plus cher : votre fille mourra.

» Rejetez-en la responsabilité sur vos » maîtres. »

Un frisson d'épouvante et d'horreur parcourut les assistants.

Une telle cruauté, une telle audace dépassaient leur imagination.

— Mais que veulent-t-ils, que demandent-ils, ces fous furieux ? s'écria le général en se redressant de toute sa hauteur. Ils tuent bêtement, voilà tout ce qu'ils savent faire.

Pourquoi ? quel est leur but ?

S'ils ont une idée, qu'ils le disent: s'ils ont des réformes à faire faire, qu'ils les indiquent. Mais non, rien, rien que l'assassinat.

Nous ne demandons que le progrès : mais ces monstres l'enrayent par leurs crimes et la terreur qu'ils tentent d'inspirer. Les bandits, ils veulent assassiner ma fille! Ils oublient que je suis là, et je la garde ! !

. . . . . .
. . . . . .

VI

Pendant que ceci se passait à l'hôtel du prince, une vingtaine d'hommes appartenant, à en juger par le costume, à toutes les classes de la société, étaient réunis dans une vaste chambre à peine meublée de quelques maivaises chaises, de deux tables de bois noirci et d'un canapé éventré, et éclairée par une lampe fumeuse laissant les discoureurs dans une demi-obscurité.

Sur une des tables, un samovar de cuivre, quelques verres et une dizaine de morceaux de sucre dans un récipient de faïence ébréché, indiquaient que les préoccupations du moment n'empêchaient pas les inconnus de prendre le thé traditionnel.

Dans un coin un jeune homme mal vêtu, aux traits hâves et blafards, aux longs cheveux châtains tombant sur le col graisseux de sa redingote rapiécée, écrivait de la main gauche sur un lambeau de papier étalé sur ses genoux.

A côté de lui, la tête renversée contre le mur, muet et ne prêtant aucune attention à ce qui se disait et se faisait, Serge suivait d'un œil distrait les méandres tracés dans l'air par la fumée de sa cigarette.

Les autres, étudiants, officiers, marchands, médecins, paysans, formaient des groupes silencieux.

Un homme d'une quarantaine d'années, à la longue barbe grisonnante, assis devant la table restée libre, lisait avec attention une liasse de lettres et de dépêches chiffrées.

Sa lecture terminée il releva la tête.

— Messieurs, dit-il, il est indispensable, dans les graves circonstances où nous nous trouvons, de faire appel à notre dévouement absolu à tous, à toute notre énergie. La moindre faiblesse, la moindre hésitation nous perdrait et serait fatale à tous les braves gens qui ont mis leur sort et tout leur espoir entre nos mains.

Nous savons que nous pouvons tous, tant que nous sommes, compter aveuglément les uns sur les autres. Mais avant de marcher davantage dans la voie que nous nous sommes tracée, voie terriblement dangereuse, ceux qui craindraient une défaillance, ceux à qui l'on dira « frappé » et qui ne sont pas sûrs que leur main ne tremblera pas au moment de frapper, ceux-là peuvent se retirer.

Personne ne bougea.

L'homme reprit :

— Rappelons nous que la moindre indiscrétion entraîne la mort non-seulement pour l'imprudent ou le délateur, mais encore pour ses proches. Il y a des gens qui font abstraction complète de leur existence et qu'une menace personnelle n'arrêterait pas en chemin : le cas est prévu, ajouta-t-il avec un singulier sourire.

Même silence, même immobilité.

— Demain un nouvel arrêt sera exécuté : une nouvelle *Excellence* sera frappée.

Il y eut un mouvement.

C'est l'ordre du maître que Stepan m'a apporté.

Et il désigna du doigt le jeune homme pâle qui avait interrompu son travail.

— Voilà pourquoi je vous ai convoqués cette nuit. Le sort indiquera, comme d'habitude, celui d'entre nous qui sera chargé de l'exécution.

— Encore du sang, murmura avec dégoût le comte Kabloukoff.

— Encore et toujours! riposta froidement l'orateur. Encore et toujours tant que la lutte durera. — Cette fois encore c'est un serviteur que nous attaquons. Bientôt nous monterons plus haut. Tant pis pour ceux qui succomberont : les hommes ne doivent pas compter tant que les abus subsisteront.

Que fait à notre pays la vie de quelques individus de plus ou de moins?

Aujourd'hui nous entrons dans une ère nouvelle. Ce n'est plus eux que nous allons broyer, ce sont leurs affections. Ils souffriront davantage et il faudra bien qu'ils se soumettent: Aujourd'hui c'est une femme qui est désignée.

— Une femme! s'écria l'officier, mais y songez-vous? Attaquer une créature sans défense. C'est une lâcheté et nous ne pouvons commettre une pareille infamie.

— Ont-ils hésité, eux, à déporter, à emprisonner, à faire mourir peu à peu, à petit feu, au milieu de privations de toutes sortes, nos femmes, nos mères, nos sœurs? Avons-nous juré de leur rendre le mal pour le mal, œil pour œil, dent pour dent?

C'est cruel, c'est atroce, je le sais, mais il le faut.

Serge baissa la tête.

— Nous ne voulons plus de cet état de choses: nous voulons l'égalite de tous, le mérite et le travail primant la naissance et l'intrigue, nous voulons respirer enfin à notre aise, La nature ne fait pas de ces distinctions : riche ou pauvre, vient nu au monde. Elle fait l'équilibre, elle; à nous de le rétablir.

On nous accuse de vouloir dépouiller les riches à notre profit. C'est absurde.

Seulement nous entendons formellement que celui qui est à la peine puisse recueillir sa part de bénéfices: plus de dilapidations, plus de gaspillages: un contrôle à la portée de tous.

Est-ce donc si extraordinaire ?

. . . . . .
. . . . . .

VII

A huit heures du matin, le comte Kabloukoff se faisait annoncer chez le prince Nourine et insistait pour être reçu immédiatement.

Quelques secondes après, le général qui ne s'était pas couché, venait à lui les deux mains tendues.

L'officier, pâle comme un cadavre, se contenta de s'incliner.

Singulièrement étonné d'une froideur pareille, le prince leva les yeux sur son visiteur matinal et s'aperçut seulement alors de l'altération de ses traits.

— Grand Dieu ! s'écria-t-il, qu'avez-vous mon ami ? Vous êtes méconnaissable. Parlez vite, que vous est-il arrivé? Vous m'effrayez.

— Excellence, balbutia le jeune homme d'une voix brève et saccadée, j'étais trop heureux hier : une fatalité inexorable s'oppose à mes rêves de bonheur. Je vous rends votre parole.

— Mais, c'est insensé... Expliquez-vous!

— C'est impossible, général; je ne puis rien dire de plus.

— Voyons, voyons ! remettez-vous... Savez-vous que ce refus brusque, sans motif plausible, est la plus sanglante insulte que vous puissiez faire à mon enfant ! ajouta le prince dont une réflexion subite venait de traverser le cerveau et qui s'était dressé brusquement comme si un fer rouge l'avait marqué au front.

— Moi, insulter cet ange de pureté ! s'écria l'officier. Moi ! Vous ne le penserez pas ! Quand je voudrais verser pour elle la dernière goutte de mon sang ! mais je ne pas ! je ne peux pas !

Des sanglots étouffés l'empêchèrent de continuer.

La tête cachée dans les mains, la poitrine haletante, il murmurait :

— C'est atroce ! Cette torture est au-dessus de mes forces.

Le général le regardait en silence, anxieux, stupéfait.

A suivre